

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 4 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CORIANCE (exCYEL)- SOA

10 allée Bienvenue
93160 Noisy-le-Grand

Références : 2023/0494
Code AIOT : 0006506112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2023 dans l'établissement CORIANCE (exCYEL)- SOA implanté 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un exercice incendie, organisé conjointement par l'exploitant Cenergy et le SDIS 95 a été programmé et réalisé le 15/06/2023.

Le but de cet exercice était de tester en situation réelle le Plan d'Organisation Interne de Cenergy ainsi que le plan ETARE du SDIS afin d'en éprouver l'efficacité et éventuellement apporter des modifications dans les procédures d'intervention. Le scénario du POI « Incendie du Silo 4000 » a été retenu pour l'exercice.

L'exercice a été organisé sans prévenir les équipes d'exploitation et d'intervention sous le contrôle d'observateurs. Dans le cadre de cet exercice, l'inspection des installations classées était présente en tant qu'observatrice, mais n'est pas intervenue et n'a pas interrogé l'exploitant. Le présent rapport n'a pas vocation à se substituer ou couvrir exhaustivement le retour d'expérience interne de l'exploitant qui lui servira à améliorer son POI.

Il rapporte les constats relatifs à la conformité de l'installation à son référentiel réglementaire, le scénario joué déterminant de fait les prescriptions pouvant être vérifiées par les observations de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORIANCE (exCYEL)- SOA
- 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie de Cenergy de Saint-Ouen-l'Aumône (dite des « Bellevues ») est la principale chaufferie urbaine alimentant le réseau de chaleur de Cergy-Pontoise. D'une longueur de 44 km, celui-ci alimente environ 33 000 équivalents logements (soit environ 82 000 personnes) à partir de l'usine d'incinération d'ordures ménagères (CYDEC anciennement CGECP située à Saint-Ouen l'Aumône) et de 2 chaufferies exploitées dorénavant par la société CENERGY (groupe CORIANCE).

Cette chaufferie a fait l'objet d'importants travaux de rénovation en 2021, suite à l'arrêt de l'utilisation du charbon, au démantèlement des chaudières fonctionnant au fuel lourd et à l'extension de la chaudière biomasse en 2019. Les modifications ont consisté en la mise en place de 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel avec passage en autocontrôle et ont fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale qui a débouché sur un arrêté d'autorisation le 27 août 2021.

La chaufferie se compose de :

- 2 chaudières gaz naturel de 20MW chacune
- 1 chaudière biomasse de 30MW
- 2 silos de stockage de biomasse (plaquette de bois) de 4000 m³ et 2 500 m³
- 2 cuves enterrées de FOD

Le réseau de chaleur est actuellement alimenté de la manière suivante, par ordre de priorité : (1) Incinérateur, (2) chaudière biomasse des Bellevues, (3) chaudières gaz de la chaufferie des Linandes, (4) chaudières Gaz Naturel/fioul domestique de la chaufferie des Bellevues.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1 | Moyens d'extinction | Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 5 | / | Sans objet |
| 2 | Dispositifs de détection | Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 6 | / | Sans objet |
| 3 | Vidange du silo et gestion des poussières | Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 4 | / | Sans objet |
| 4 | Stockage de la biomasse | AP Complémentaire du 02/11/2022, article 7 | / | Sans objet |
| 5 | Accessibilité | Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.3.2.1 | / | Sans objet |
| 6 | Consignes d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.6.5 | / | Sans objet |
| 7 | Ressources en eau et mousse | Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.7.3 | / | Sans objet |
| 8 | Plan d'opération interne | Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.7.5.1 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------|---|--|-------------------|
| 9 | Plan d'opération interne | Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.7.5.1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le scénario tel qu'il a été joué n'a pas mis en évidence de défaillance de l'exploitant sur ses obligations réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'extinction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les moyens prévus au chapitre 8.7.3 de l'annexe technique de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°IC-21-083 du 27 août 2021 sont complétés par les moyens ci-après : - Colonne sèche montante sur le silo de 4 000 m ³ ; - Sprinklage au niveau du nouveau convoyeur à bande jusqu'à la « ZZ BELT » (convoyeur élévateur) ; - Colonne de déluge brumisante, alimentant 10 buses localisées en haut du silo de 4 000 m ³ en eau et additif associé. |
| Constats : La colonne sèche nouvellement installée le long de l'escalier menant au silo, ainsi que la colonne de déluge brumisant, ont été utilisées et ont eu un fonctionnement conforme à ce qui en était attendu. Le sprinklage au niveau du convoyeur n'a pas été testé (hors du scénario joué). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Dispositifs de détection

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de détection |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les moyens cités dans le chapitre 8.4.4 de l'annexe technique de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°IC-21-083 du 27 août 2021 sont complétés par les moyens ci-après : Les dispositifs de détection comprennent notamment : - cinq caméras thermiques, localisées respectivement en haut du silo de 4 000 m ³ , en sortie des cribles 1 et 2, et au niveau des convoyeurs après les quais de dépotage ; - une sonde de température au-dessus du silo de 4 000 m ³ ; - une détection d'étincelles dans les trémies amont et aval au crible 2. Ces moyens de détection sont reportés sur la télésurveillance. |
| Constats : La caméra thermique située en haut du silo, ainsi que le détecteur de température, ont rempli leur mission fonctionnelle lors de l'exercice. |
| Observations : Il a été constaté lors de l'exercice que le détecteur de température pouvait être reporté en salle PC, ce qui n'était pas le cas de la caméra thermique. Le report des paramètres disponibles de la salle de quart vers la salle PC pourrait être étudié. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Vidange du silo et gestion des poussières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vidange du silo et gestion des poussières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : 3 trappes de dimensions 1m X 2,4m sont réalisées dans la paroi du silo afin d'en permettre la vidange. Les moyens mobiles nécessaires à la vidange du silo (pelles mécanique, camions aspirateur, chargeuse pour manutention bois jusqu'à la zone de stockage, micro-pelle) sont disponibles et opérationnels sur le site sous 2 heures. |
| Constats : Les trappes d'accès sont bien présentes et respectent les dimensions requises. L'opération de dévissage a été réalisée sur l'une des trappes lors de l'exercice. Une chargeuse est une nacelle sont présentes sur site en permanence et ont pu être manœuvrées par les techniciens de l'exploitant (pour simuler la vidange du silo). Le prestataire responsable de la fourniture de véhicules spéciaux (camion aspirateur, pelle mécanique) a été en mesure de se présenter sur site moins d'une heure après l'appel de l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Stockage de la biomasse

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/11/2022, article 7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de la biomasse |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prévoit une zone de stockage biomasse afin de collecter le bois extrait d'un silo en cas d'incendie. Cette zone doit pouvoir être atteinte via le canon incendie du site. |
| Constats : La zone prévue pour le stockage de biomasse était bien disponible. Elle était entièrement accessible par le canon à eau, qui a été mis en route lors de l'exercice. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Accessibilité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.3.2.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention (accès 1 : rue du Gros Murger, entrée principale du site ; accès 2 : avenue des Bellevues, à proximité de l'ancien parc à charbon). Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. |
| Constats : Lors de l'exercice, les accès mentionnés par la disposition étaient bien disponibles et suffisamment dimensionnés pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Consignes d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.6.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), [...] les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.5.2, |
| Constats : Les procédures d'arrêt d'urgence et de fermeture des vannes de rétention ont pu être déroulées rapidement sans rencontrer de difficulté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Ressources en eau et mousse

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.7.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : -une réserve d'eau constituée au minimum de 592 m ³ . Cette réserve d'eau est comprise au sein de la cuve d'eau de 2 530 m ³ utilisée pour les besoins en eau du réseau de chauffage urbain. La cuve est équipée d'un système de détection de niveau garantissant que la capacité minimale de 592 m ³ demandée est constamment disponible pour la défense incendie. En cas de descente en dessous du seuil limite, un système d'appoint automatique en eau équipe la cuve et reconstitue le stock au niveau réglementairement requis. [...] - un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel. Ce réseau comprend au moins : ◦ une pomperie incendie comportant 2 pompes de débit unitaire de 90 m ³ /h. Elle est raccordée à la cuve de 2530 m ³ ; ◦ 2 prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. ◦ 3 poteaux incendie privés de débit unitaire de 60 m ³ /h situés en dehors des flux de 3 kW/m ² relatif à un incendie sur le site |
| Constats : Dans les conditions de l'exercice (aspersion pendant quelques minutes seulement), le système de détection de niveau d'eau dans la bache n'a pas été testé. La pomperie du site a pu être testée avec succès lors de l'essai du canon à eau. L'une des prises d'eau a pu être testée avec succès. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Plan d'opération interne

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.7.5.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur nécessaire. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. |
| Constats : Les dispositions du POI relatives au scénario "Incendie du silo biomasse de 4000 m3" ont bien été déployées par l'exploitant. Le déroulé de l'exercice n'a pas mis en évidence de défaut majeur, au regard des objectifs déterminés dans la prescription ci-dessus, du POI pour le scénario concerné. Un exemplaire du POI était bien présent au niveau du poste de commandement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Plan d'opération interne

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.7.5.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a bien informé l'inspection de la tenue de l'exercice et en a tiré un compte-rendu assorti de propositions d'améliorations, transmis par mail du 29 juin 2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |